

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION
DE L'EMPLOI DES JEUNES (ANPEJ)**

AU TITRE DE LA GESTION 2014

GROUPE 5

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

SIGLES ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ACRONYMES	ET/OU	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC		Autorité Contractante
AGEROUTE		Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AGPM		Avis Général de Passation des Marchés
AOO		Appels d’Offre Ouvert
AOR		Appel d’Offre Restreint
ARMP		Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL		Bordereau de Livraison
CFAA		Country Financial Accountability Assessment
CM		Commission des Marchés
CMP		Code des Marchés Publics
CNCA		Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA		Code d’Obligation de l’Administration
CPAR		Country Procurement Accountability Review
CPM		Cellule de Passation des Marchés
DAC		Dossier d’Appel à la Concurrence
DAC		Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO		Dossier d’Appel d’Offres
DCMP		Direction Centrale des Marchés Publics
DN		Document non obtenu
DRP		Demande de Renseignements et de Prix
ED		Entente Directe
MO		Maître d’Ouvrage
MOD		Maître d’Ouvrage Délégué
N/A		Non applicable
PI		Prestation Intellectuelle
PPM		Plan de Passation des Marchés
PRM		Personne Responsable des Marchés
PV		Procès verbal
SA		Société Anonyme
SIGFIP		Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN		Société Nationale
SPM		Spécialiste en Passation des Marchés
TTC		Toutes Taxes Comprises
UEMOA		Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHÉS	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	21
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	24
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS	27
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHÉS / CONSTATS DETAILLES	30
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	49
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	51
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	53
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par l'AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES (ANPEJ).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007- 546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de l'ANPEJ ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par l'ANPEJ et qui se chiffrent à :
 - **F. CFA 140 150 000** soit **100%** des marchés passés en Appel d'Offres (AO) ou 49,55% de l'échantillon.
 - **F. CFA 133 647 744** soit **64%** des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP) ou 50,45% des marchés de l'échantillon.

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Il a été constaté les insuffisances suivantes :





- Un cumul de fonction au niveau de la CPM qui nécessite une mutation en Direction avec deux divisions dont l'une s'occuperait des affaires juridiques de l'ANPEJ et l'autre de la passation des marchés.
- Une insuffisance d'effectif au niveau de la CPM.
- Exiguïté du local de la CPM.
- Insuffisance d'équipement de classement et d'archivage.
- Un manuel de procédures n'est pas encore élaboré.

2- Au plan de la Passation des marchés :

Un seul manquement significatif a été noté :

- La non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés publics.

Conclusion de l'auditeur:

-  *Les membres de la CM et la CPM maîtrisent les procédures de passation des marchés.*
-  *Les documents de passations des marchés sont bien centralisés, archivés et classés.*
-  *Des fractionnements n'ont pas été notés sur les marchés ni sur les demandes de cotation.*
-  *Toutefois des efforts sont à faire relativement aux règles de publicité des résultats des DRP.*

Compte tenu de ce qui précède, l'Auditeur estime que les performances de l'ANPEJ en matière de passation des marchés pour la gestion 2014 peuvent être estimées comme satisfaisantes.

Fait à Dakar, le 03 Août 2015

Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marchés Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des Marchés:

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des Marchés:

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP:

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d’approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d’autorité contractante (structure d’Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l’approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l’Etat ou du Conseil d’Administration de la société.

1.8 Les procédures d’exécution du marché :

L’exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l’Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d’année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l’intention de l’ARMP, un rapport annuel sur l’ensemble des marchés publics de l’année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L’**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l’occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,

- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2014.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2014 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des

Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

L'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANPEJ) a été créée par décret n°2014 26 du 09 janvier 2014. Elle est dirigée aujourd'hui par un magistrat.

La nouvelle structure prend le relais de l'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), du Fonds national de promotion des jeunes (FNPJ), de l'Agence pour l'emploi des jeunes des banlieues (AJEB) et l'Agence nationale d'appui aux marchands ambulants (ANAMA).

Les activités de l'ANPEJ ont été officiellement lancées, mercredi 27 août 2014 à Dakar, par le Président de la République.

MISSIONS DE L'ANPEJ

- 1) Mettre en place un système intégré d'information et de suivi des groupes cibles sur le marché du travail
- 2) Renforcer l'employabilité des jeunes et groupes cibles
- 3) Faciliter les conditions d'accès à un emploi aux jeunes et groupes cibles
- 4) Faciliter l'accès des jeunes et groupes cibles aux financements des projets
- 5) Appuyer et accompagner les jeunes dans l'élaboration et l'exécution des projets
- 6) Mener toutes actions pouvant promouvoir l'emploi des jeunes
- 7) Elaborer un programme d'insertion professionnelle des marchands ambulants
- 8) Contribuer à renforcer les capacités techniques et le niveau de conscience civique des marchands

ORGANISATION DE L'AGENCE

Le Conseil de surveillance

C'est l'organe délibérant. Il assure la supervision des activités de l'Agence en application des orientations et de la politique définies par l'État en matière de promotion de l'emploi des jeunes. Il est dirigé par un Président nommé par décret.

La Direction Générale

Selon l'article 10 du décret précité, l'Agence nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes est dirigée par un Directeur Général assisté d'un Secrétaire Général qui le supplée en cas d'absence ou d'empêchement.

L'organigramme de la Direction Générale validé par le Conseil de Surveillance du 24 mars 2014 se présente comme suit :

Le Directeur Général

Il s'appuie sur un Conseiller Technique et sur le Service et les Cellules suivantes :

- le Service des Systèmes d'Information ;
- la Cellule Audit interne et Contrôle de Gestion ;
- la Cellule Suivi – Évaluation et Capitalisation.

En plus de ces centres de responsabilité logés à la Direction Générale, il y a les services de l'Agent comptable particulier (ACP).

Le Secrétaire Général

Il est assisté d'un Collaborateur direct et s'appuie sur les services suivants:

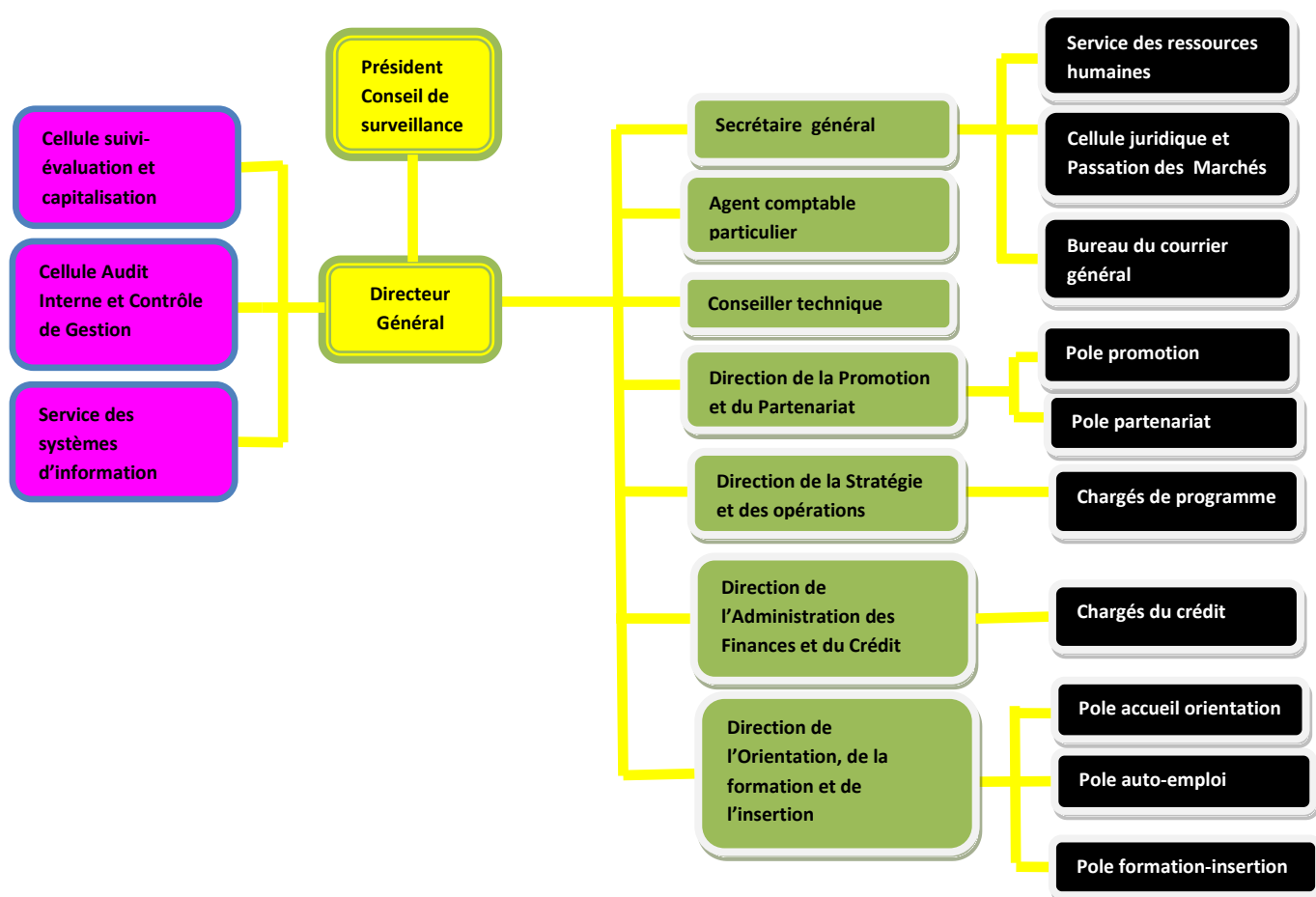
- le Bureau du Courrier Général;
- la Cellule de Passation des marchés ;
- le Service des Ressources Humaines ;
- le Service Juridique.

LES ANTENNES

En plus de ces centres de responsabilités, l'Agence va se déployer au niveau local par la mise en place des antennes régionales. Elle envisage ainsi dans un premier temps l'installation de 05 antennes régionales :

- ANTENNE Régionale Ouest : Régions de Dakar et Thiès
- ANTENNE Régionale Nord : Régions de Saint Louis, Louga et Matam
- ANTENNE Régionale Sud : Régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou
- ANTENNE Régionale Centre : Régions de Kaolack, Fatick, Kaffrine et Diourbel
- ANTENNE Régionale Est : Régions de Tambacounda, Kédougou

Organigramme de l'ANPEJ



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

4.1. Commission des marchés

La désignation des membres de la commission des marchés a été faite par décision N°0093/ANPEJ/DG/DAF du 03/07/2014.

Les membres ont les capacités requises par L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012. Certains ont même eu à occuper par ailleurs des fonctions dans des CPM et ont participé aux formations organisées par l'ARMP. Ils ont été, en plus, habilités par le coordonnateur de la CPM qui a une bonne connaissance des procédures de passation des marchés.

Besoin de formation

Les membres rencontrés ont émis le souhait d'être formé sur le nouveau code des marchés publics décret n°1212-2014 du 22 septembre 2014. Un projet de formation en interne est en cours avec le coordonnateur de la CPM.

Convocation des membres de la CM

Le délai de cinq jours francs est d'une manière générale respecté.

Paiement des indemnités dues aux membres de la CM.

Les paiements ont été effectués aux ayants-droit.

4.2. Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été créée par décision N°0093/ANPEJ/ DG/ DAF du 03/07/2014 qui nomme en même temps le Coordonnateur de ladite structure. Ce dernier est le seul agent dont dispose la Cellule, ce qui ne facilite pas la conduite des activités dont il a la charge. En effet, en plus des tâches de la CPM, le coordonnateur de la CPM est aussi responsable des affaires juridiques. Au vu de ces différentes fonctions et des perspectives de redéploiement de l'Agence dans les régions, les interlocuteurs de la CPM seront dans les mois à venir plus importants. Il serait souhaitable dès à présent de revoir son statut pour lui donner plus de pouvoir de négociation, voire plus de responsabilités, face aux différents acteurs. C'est pour ces raisons que nous pensons qu'il est plus approprié de mettre en place une direction des affaires juridiques et de la passation des marchés avec une séparation de ces fonctions au niveau de deux divisions.

Le local de la Cellule est très étroit et ne peut pas contenir tous les équipements de classement et d'archivage dont elle a besoin pour les documents de passation des marchés qu'elle reçoit sur le déroulement des procédures.

Recommandations

- Relever le statut de la cellule juridique et passation des marchés en mettant en place une Direction avec deux divisions dont l'une s'occuperait des questions juridiques et du contentieux et l'autre de la passation des marchés.
- Renforcer l'effectif de la CPM, avec un assistant en passation des marchés et une secrétaire.
- Trouver un local plus spacieux pour la CPM.

- Renforcer les équipements de classement et d'archivage.

4.3. Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés

Les membres de la CM et de la CPM ont signé les attestations de prise de connaissance de la CTE qui ont été transmis à l'ARMP comme le stipulent les arrêtés mettant en place ces deux organes.

4.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le coordonnateur de la CPM a élaboré le rapport trimestriel du 05 juillet au 05 octobre 2014 et celui du trimestriel d'activités du 06 octobre 2014 au 31 décembre 2014 conformément à la réglementation. Le rapport annuel a été produit et transmis à l'ARMP et la DCMP.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET
RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

5. PRESENTATION DES ORGANES DE PASSATION DES MARCHÉS DE L'ANPEJ

5.1. Commission des marchés

La désignation des membres de la commission des marchés a été faite par décision N°0093/ANPEJ/DG/DAF du 03/07/2014.

Les membres ont les capacités requises par l'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012. Certains ont même eu à occuper par ailleurs des fonctions dans des CPM et ont participé aux formations organisées par l'ARMP. Ils ont été, en plus, habilités par le coordonnateur de la CPM qui a une bonne connaissance des procédures de passation des marchés

Besoin de formation

Les membres rencontrés ont émis le souhait d'être formé sur le nouveau code des marchés publics décret n°1212-2014 du 22 septembre 2014. Un projet de formation en interne est en cours avec le coordonnateur de la CPM.

Convocation des membres de la CM

Le délai de cinq jours francs est d'une manière générale respecté.

Paiement des indemnités dues aux membres de la CM.

Les paiements ont été effectués aux ayants-droit.

5.2. Cellule de passation des marchés

La Cellule de Passation des Marchés (CPM) a été créée par décision N°0093/ANPEJ/ DG/ DAF du 03/07/2014 qui nomme en même temps le Coordonnateur de dite la structure. Ce dernier est le seul agent dont dispose la Cellule, ce qui ne facilite pas la conduite des activités dont il a la charge. En effet, en plus des taches de la CPM, le coordonnateur de la CPM est aussi responsable des affaires juridiques. Au vu de ces différentes fonctions et des perspectives de redéploiement de l'Agence dans les régions, les interlocuteurs de la CPM seront dans les mois à venir plus importants. Il serait souhaitable dès à présent de revoir son statut pour lui donner plus de pouvoir de négociation, voire plus de responsabilités, face aux différents acteurs. C'est pour ces raisons que nous pensons qu'il est plus approprié de mettre en place une direction des affaires juridiques et de la passation des marchés avec une séparation de ces fonctions au niveau de deux divisions.

Le local de la Cellule est très étroit et ne peut pas contenir tous les équipements de classement et d'archivage dont elle a besoin pour les documents de passation des marchés qu'elle reçoit sur le déroulement des procédures.

Recommandations

- Relever le statut de la cellule juridique et passation des marchés en mettant en place une Direction avec deux divisions dont l'une s'occuperait des questions juridiques et du contentieux et l'autre de la passation des marchés.

- Renforcer l'effectif de la CPM, avec un assistant en passation des marchés et une secrétaire.
- Trouver un local plus spacieux pour la CPM.
- Renforcer les équipements de classement et d'archivage.

5.3. Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés

Les membres de la CM et de la CPM ont signé les attestations de prise de connaissance de la CTE qui ont été transmis à la DCMP comme le stipulent les arrêtés mettant en place ces deux organes.

4.5. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le coordonnateur de la CPM a élaboré le rapport trimestriel du 05 juillet au 05 octobre 2014 et celui du trimestriel d'activités du 06 octobre 2014 au 31 décembre 2014 conformément à la réglementation. Le rapport annuel a été produit et transmis à l'ARMP et la DCMP

**6.SYNTHESE DES
CONSTATS
A L'ISSUE DE LA
REVUE DES MARCHES**

6. SYNTHÈSE DES CONSTATS À L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS

6.1. Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le PPM a été élaboré et publié sur le site des marchés publics. Il n'existe qu'une seule version du PPM datée du 23/05/2014.

Le PPM comprend 24 marchés dont 06 de Prestations Installations, 09 de fournitures, 06 de services et 03 travaux. Tous les marchés de l'échantillon vérifié, au total dix, y sont inscrits.

6.2. Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) a fait l'objet de publication durant l'exercice 2014.

6.3. La Structure d'Audit Interne :

Au passage de la mission, l'auditeur interne avait démissionné et le poste était vacant. Aucun rapport de contrôle interne n'a encore été produit.

Manuel de procédures

L'ANPEJ ne dispose pas encore de manuel de procédures, mais l'a inscrit dans son PPM de 2014.

6.4. La Comptabilité des matières :

Le comptable des matières, est arrivé à l'ANPEJ en septembre 2014. Depuis cette date à ce jour la comptabilité des matières est mieux organisée. Le comptable des matières a eu à participer à un atelier de formation de 15 jours en comptabilité des matières au MEF et à deux (2) ateliers de formation en passation de marché organisés par l'ARMP.

Procédure de tenue de la comptabilité des matières :

Le comptable des matières procède ainsi qu'il suit :

- Utilisation des fiches manuelles pour l'enregistrement des immobilisations.
- Utilisation du tableur Excel pour gérer les entrées et sorties des différents articles.
- Les entrées sont définies par un PV réception et un bon d'entrées signé par les membres de la commission de réception.
- La sortie des articles se fait par méthode FIFO (premier entrée premier sortie) à l'unité par des bons de sortie avec l'aval du DAF pour les fournitures et celui du DG pour le matériel.
- Les articles sont codifiés suivant les numéros de comptes du SYSCOA et l'ordre chronologique d'entrée en stock étiqueté sur l'article concerné.

RECOMMANDATIONS :

- Elaborer un manuel de procédures pour l'ANPEJ qui intègre la comptabilité des matières
- Acquérir un logiciel de comptabilité matières.
- Regrouper les demandes de sortie par service.
- Le comptable matières sollicite des formations en passation des marchés et en comptabilité générale.

6.1 Tableau de synthèse des marchés passés par l'ANPEJ et de l'échantillon constitué :

Au titre de la gestion 2014, l'ANPEJ a passé 22 marchés, finances sur Budget ANPEJ, pour un montant total de 349 787 649 FCFA TTC. Des marchés sur financement (AECDI) ont été également réalisés.

L'échantillon constitué a porté sur dix (10) marchés d'un montant total de 282.837.744 FCFA TTC soit 81 % des marchés passés en 2014.

Les principales violations des réglementations relatives aux marchés peuvent être résumées comme suit :

- non respect des règles de publicité relatives aux résultats des DRP,

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7. REVUE DETAILLEE DES MARCHÉS / CONSTATS DETAILLES :

7.1 Documents de programmation de la préparation des marchés :

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent :

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret ».

3.1. Plan de Passation des Marchés (PPM) :

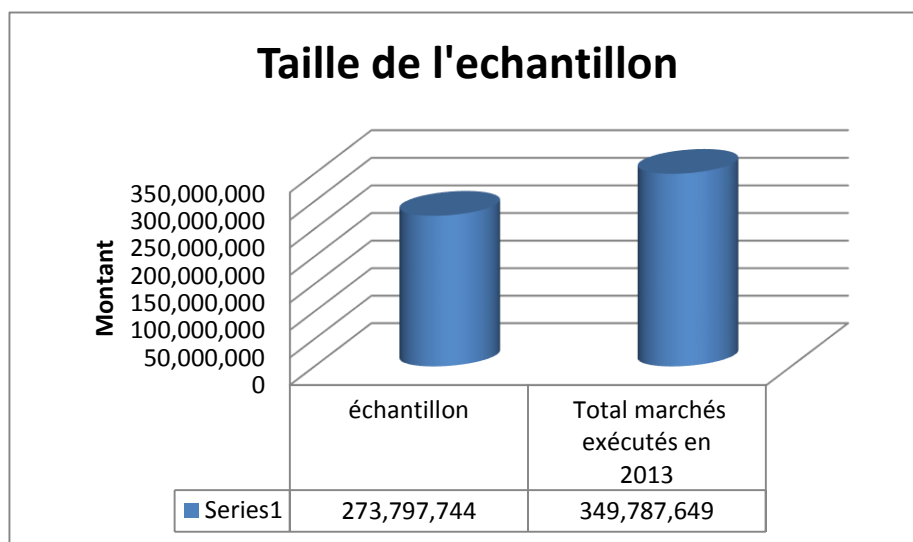
Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été publié une fois sur le site des marchés publics. Il n'a subi aucune modification durant l'année.

La version créée le 23/05/2014 comprend 24 marchés dont 06 de Prestations Installations, 09 de fournitures, 06 de services et 03 travaux. Tous les marchés objet de la présente vérification, dix au total, y sont inscrits.

Le pourcentage vérifié en nombre de marchés et en montant est le suivant :

Marchés	nombre	pourcentage	montant	pourcentage
échantillon	9	41%	273 797 744	78%
Total marchés exécutés en 2014	22	100%	349 787 649	100%

Représentation graphique de l'échantillon :



3.2. Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) a été publié.

7.2 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :

Le CMP met à la charge de la structure de contrôle interne (audit interne, inspection, etc...) l'obligation de procéder au contrôle de la correcte application des procédures de passation des marchés par l'autorité contractante et d'en faire un rapport périodique à la direction générale.

Cette procédure, si elle est appliquée :

- Permettrait à l'autorité contractante de remédier à certains dysfonctionnements avant le démarrage des audits annuels de l'ARMP ;
- Faciliterait le travail des cabinets d'audit externe, en charge du contrôle a posteriori du respect des procédures de passation des marchés.

L'atteinte de ces objectifs présuppose :

- La mise en place d'une structure de contrôle interne au niveau de l'autorité contractante,
- La formation des membres de cette structure aux procédures de passation des marchés publics.

Au passage de la mission, l'auditeur interne avait démissionné et le poste était vacant. Aucun rapport de contrôle interne n'a encore été produit.

Manuel de procédures

L'ANPEJ ne dispose pas encore de manuel de procédures, mais l'a inscrit dans son PPM de 2014

RECOMMANDATIONS :

- Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des Marchés.
- Prévoir dans les missions de la CAI, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des Marchés.
- Elaborer le manuel de procédures et l'appliquer.

7.3 Comptabilité matières dans le processus de PM – Phase Exécution :

A titre de rappel, il convient de souligner l'importance de la tenue d'une correcte comptabilité des matières.

La Comptabilité des Matières permet à l'Autorité Contractante :

- de par la connaissance des consommations annuelles des services internes, de bien identifier les besoins de ces services en biens de stocks (consommables) et donc d'établir sur des bases fiables les prévisions d'achats à inscrire dans le PPM ;
- de moraliser les consommations de ces services et donc d'atteindre, entre autres, l'objectif **d'économie** poursuivi à travers les procédures de passation des marchés ;
- d'assurer un contrôle permanent sur les existants (équipements et stocks) détenus à la suite de l'exécution des marchés et ainsi d'éviter, les cas de soustraction frauduleuse de ces équipements et biens de stocks.

Cette comptabilité des matières présuppose :

- la tenue de **Bons d'Entrée** valorisés appuyant les PV de Réception et autres bons de livraison des fournisseurs ;
- la tenue de **Bons de Sortie** matérialisant les demandes internes des services en équipement et en consommables (stocks) ;
- la tenue de **Fiches Matières, d'un Journal et d'un Grand-Livre des Matières** indiquant les niveaux de stocks et la localisation géographique des équipements à l'intérieur de chaque service ;
- la nomenclature des matières (surtout les équipements) permettant d'identifier le service utilisateur de l'équipement et donc responsable en cas de manquant ou de détournement du bien ;
- l'organisation **d'inventaires périodiques** (annuels) pour recoller les existants physiques avec les données de la comptabilité des matières.

Le comptable des matières, est arrivé à l'ANPEJ en septembre 2014. Depuis cette date à ce jour la comptabilité des matières est mieux organisée. Le comptable des matières a eu à participer à un atelier de formation de 15 jours en comptabilité des matières au MEF et à deux (2) ateliers de formation en passation de marché organisés par l'ARMP.

Procédure de tenue de la comptabilité des matières

- Utilisation des fiches manuelles pour l'enregistrement des immobilisations.
- Utilisation du tableur Excel pour gérer les entrées et sorties des différents articles.
- Les entrées sont définies par un PV réception et un bon d'entrées signé par les membres de la commission de réception.

- La sortie des articles se fait par méthode FIFO (premier entrée premier sortie) à l'unité par des bons de sortie avec l'aval du DAF pour les fournitures et celui du DG pour le matériel.
- Les articles sont codifiés suivant les numéros de comptes du SYSCOA et l'ordre chronologique d'entrée en stock étiqueté sur l'article concerné.

RECOMMANDATIONS

- Elaborer un manuel de procédures pour l'ANPEJ qui intègre la comptabilité des matières
- Acquérir un logiciel de comptabilité matières.
- Regrouper les demandes de sortie par service.
- Le comptable matières sollicite des formations en passation des marchés et en comptabilité générale.

7.4 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation :

Le reversement au titre de l'exercice 2014 a été effectué à l'ARMP.

7.5 La personne responsable de marchés (PRM)

Conformément à l'article 28 du CMP, le Directeur General de ANPEJ est la Personne Responsable des Marchés.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHÉS EXAMINES

Echantillon

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

En s'appuyant sur ces éléments la liste des marchés à auditer a été la suivante :

Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant FCFA
APPEL D'OFFRES				
Acquisition de 07 véhicules de service pour la Direction générale	Fournitures	Appel d'offres	Lot1 : CFAO	50 750 000
			MOTORS Sénégal	
			Lot2: la sénégalaise de l'automobile	89 400 000

Sous-Total AOO				140 150 000
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX				
Acquisition de mobilier de bureau	Fournitures	DRP	Access American Informatique	10 735 000
Acquisition de fourniture de bureau	Fournitures	DRP	Etablissement 2H	14 996 384
Fourniture de consommables informatiques	Fournitures	DRP	Etablissement 2H	14 997 836
Fourniture de supports de communication	Fourniture	DRP	MEDIA AFRIQUE	14 130 500
Acquisition de logiciel SAGE compta, paie	Fourniture	DRP	ITECH SOLUTIONS	28 590 199
Acquisition de matériels de climatisation, de frigos bar et de fontaines	Fourniture	DRP	BOULEVARD DES SERVICES	10 466 340
Acquisition de matériel informatique	Fourniture	DRP	POLYSERVICES	14 750 000
Aménagement des bureaux du siège	Travaux	DRP	NDIAMBOUR S.A	24 981 485
Sous-Total DRP				133 647 744
Total Echantillon				273 797 744

Tableau par mode

mode	nombre	montant	pourcentage
AO	1	140 150 000	51,19%
DRP	8	133 647 744	48,81%
total	9	273 797 744	100%

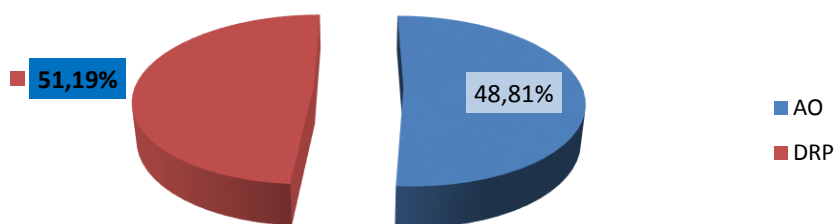
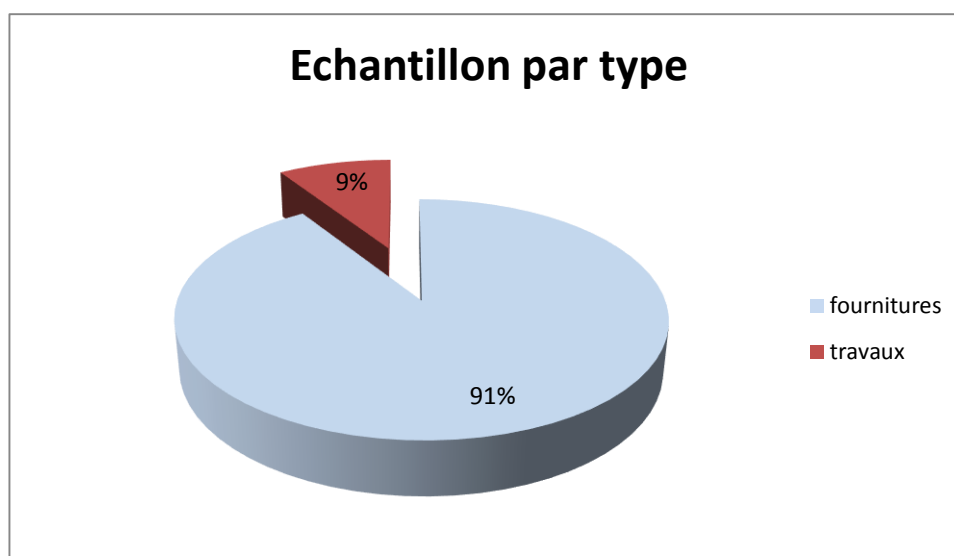
representation graphique de l'echantillon par mode


Tableau de l'échantillon par type

type de marchés	nombre	pourcentage nombre	montant	pourcentage montant
fournitures	8	89%	248 816 259	91%
travaux	1	11%	24 981 485	9%
TOTAL	9	100%	273 797 744	100%

Graphique de l'échantillon par type

Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à l'ANPEJ, conformément à l'article 53 du CMP, sont les suivant:

- 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Marchés conclus par AOO

Les seuils de revue préalable des marchés de l'ANPEJ par la DCMP fixes par l'arrêté 12 785 du 26/12/2012 du MEF sont les suivants :

- cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent cinquante (150) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux.

Les seuils d'examen par la Direction chargée du contrôle des marchés publics des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès-verbaux d'attributions provisoires de marchés établis par les commissions des marchés, visés à l'article 140 b) du Code des Marchés publics sont fixés comme suit :

Pour les marchés des personnes morales visées à l'alinéa 2.1 d) de l'article 2 du code des marchés publics :

- 1 cent (100) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- 2 deux cent (200) millions de francs CFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ;

Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP

Un seul marché a été noté. Il s'agit du suivant :

❖ <i>M1 : marché pour l' « Acquisition de 07 véhicules de service pour la Direction générale »</i> <i>Référence : AO 001/2014/ANPEJ/DG</i>		
<i>lot</i>	<i>titulaire</i>	<i>Montant FCFA TTC</i>
<i>Lot1 :</i>	<i>CFAO MOTORS Sénégal</i>	<i>50 750 000</i>
<i>Lot2:</i>	<i>la sénégalaise de l'automobile</i>	<i>89 400 000</i>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est inscrit dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, les conditions d'approvisionnement des fournitures, le bordereau des quantités, le calendrier de livraison, le Cahier des Clauses techniques, Plans, Inspections et Essais, le Cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les Formulaires du Marché
- 3) L'avis d'AO a fait l'objet de publicité le 22/07/2014 dans LE SOLEIL N°13247 et les mentions requises par la réglementation ont été prises en compte
- 4) Le délai d'un mois accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté comme le montre la date de lancement de publication de l'avis, le 22/07/ 2014, et celle limite de dépôt prévue le 22/08/2014 à 10h 00 mn soit 30 jours.
- 5) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, pas d'offres en retard.). Le PV d'ouverture des offres a été transmis aux soumissionnaires. Les candidats ayant déposé une offre sont :

- a. LOT 1 : Trois offres ont été reçues. L'offre évaluée la moins disante n'a pas été retenue. Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO. La conformité des offres a été vérifiée dans l'évaluation
 - b. LOT 2 : Quatre offres ont été reçues. L'offre évaluée la moins disante n'a pas été retenue. Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO modifiés par la lettre N°0170/ANPEJ/DG/SJCPM du 05 /08/ 2014. La conformité des offres a été vérifiée dans l'évaluation.
- 6) L'approbation du rapport d'évaluation a été faite le 04/09/2014, Soit 13 jours après. L'attribution provisoire a fait l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du lundi 26/09/2014. Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché par lettre.
 - 7) Les marchés signés sont conforme au projet contenu dans le DAO. L'acte d'engagement fait référence aux différents documents contractuels.
 - 8) Pour les lots 1 et 2, les marchés ont été approuvés par l'autorité compétente à savoir le Président du Conseil de Surveillance le 27/11/2014 et enregistrés au niveau du bureau de recouvrement DAKAR PLATEAU
 - 9) L'attribution définitive a fait l'objet de publication.
 - 10) Les contrôles et avis de la DCMP sur le marché ont été effectués comme l'atteste les lettre suivantes :
 - Avis sur le Dossier d'Appel d'Offres par lettre N°0003601/MEF/DCMP/DCV/26 du 04/07/2014
 - Avis sur le Dossier d'Appel d'Offres par lettre N°0003897/MEFP/DCMP/DCV/26 du 18/07/2014
 - Avis sur rapport d'analyse comparative des offres, procès-verbal d'ouverture des plis et procès-verbal d'attribution provisoire par lettre N°005170/MEFP/DCMP/DCV/26 du 23/09/2014 examen juridique et technique par lettre N°002231/MEF/DCMP du 30/04/2014
 - 11) Garantie de bonne exécution : LOT1 : CAUTION N° 29002/14/CREDIT DU SENEGAL, LOT2 : CAUTION N° 079.405/SGBS
 - 12) Les réceptions ont-elles été effectuées conformément à la réglementation par PV de réception après vérification des produits par les membres de la commission conformément aux stipulations contractuelles. Et aucune réserve n'a été formulée. LOT1 et LOT2 : 000033/ANEPEJ/DG/SG du 31/12/2014 Délai prévu 30 jours après notification, Date de notification : 04/12/2014 et Date de livraison : 31/12/2014. Soit 27 jours
 - 13) Un recours de la CCBM a été enregistré sur ce marché.

Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP

Le seul marché passé par AOO de l'échantillon a été examinée ci-dessus.

Marchés conclus par AOR

L'ANPEJ n'a pas passé de marché par Appel d'Offre Restreint pour l'exercice 2014.

Marchés de prestations intellectuelles

L'échantillon constitué ne comprend qu'un seul marché de prestations intellectuelles passé pour la «*Sélection d'un consultant pour l'évaluation des besoins nécessaires à l'opérationnalisation des centres d'incubation*». Compte tenu de son montant, 14 750 000 FCFA TTC, il a été passé par demande de renseignement et de prix et examiné ci-dessous.

Marchés conclus par DRP

Huit marchés ont été vérifiés. Les constats sont les suivants :

❖ *M2 : marché pour la « fourniture de matériel informatique »*

Référence : DRP N°026/2014/ANPEJ/DG

Montant du marché : 14 750 000 FCFA TTC

titulaire: POLY SERVICES ETUDES ET PRESTATIONS DE SERVICES

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM
- 2) La DRP a été adressée à 5 candidats. Les lettres d'invitation ont été reçues par les 05 candidats présélectionnés avec accusé de réception.
- 3) La date de la lettre d'invitation est : 24/11/2014. La date limite de dépôt des offres est le 01/12/2014 à 10 h 00 mn
- 4) Ouverture des plis le 02/12/2014 à 13h00mn 05 offres reçues Les offres sont archivées. Les offres ont été ouvertes en séance publique à la salle de conférence de l'ANPEJ.
- 5) Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante
- 6) La DRP a fait l'objet d'un contrat. - date du contrat ou du bon de commande. La date du contrat est le : 03/12/2014. - délai d'exécution ou de livraison. Délai de livraison : dès la signature du contrat. Nous constatons une réception effective des fournitures.
- 7) Date du PV de réception : 09/12/2014. la procédure de réception est conforme.
- 8) Les paiements afférents à la DRP ont été effectués par le truchement d'un chèque de la BNDE N°AA 0051000 de 14 750 000 FCFA TTC du 18/12/2014
- 9) Les prix nous semblent compétitifs.
- 10) Les résultats de la DRP n'ont pas fait l'objet de publication.
- 11) La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours, L'exécution n'a pas fait l'objet de litiges.

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ *M 3: marché pour l' « Acquisition de mobilier de bureau »*

*Référence : 001/2014/DRP/ANPEJ/DG/
titulaire : ACCESS AMERICAN INFORMATIC
Montant : 14 735 000 F CFA TTC*

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM **P_ANPEJ_1** transmis à la DCMF
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement
- 3) Les offres ont été ouvertes dans la salle de conférence de l'ANPEJ le vendredi 11/07/2014 à 16h 00mn par les membres de la commission des marchés.
- 4) Le rapport d'évaluation : le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante (ACCESS AMERICAN INFORMATIC : 14 735 000 F CFA TTC).
- 5) procès verbal N°0001/ANPEJ/DG/DAF attestant la réception à été établi le 15/07/2014 à 12h 10mn avec la présence des membres de la commission qui ont signé sans aucune réserve.
- 6) Le paiement à été effectué en intégralité par chèque N°0188294 du 18/07/2014 de la trésorerie générale d'un montant de 14 735 000F CFA TTC
- 7) Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés.
- 8) Le marché n'a pas fait l'objet de recours ni de litige.

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ *M4 : marché pour l' « Aménagement des bureaux du siège de l'Agence »*

*Référence : DRP : F_ANEPEJ_005/
Titulaire : LE NDIAMBOUR S.A
Montant : 24 981 485 francs CFA TTC*

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM **P_ANEPEJ_2014_1** transmis à la DCMF.
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.

- 3) Une lettre d'invitation du 06/10/2014 a été adressée aux candidats pour une date limite de dépôt des offres fixée au 15/10/2014 à 10H.
- 4) réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est matérialisée par le cachet des différents invités pour accusé de réception
- 5) Six (6) Candidats ont soumissionné et leurs offres ont été archivées.
- 6) Les offres ont été ouvertes le 16/10/2014 à 16h dans la salle de conférence de l'ANPEJ par les membres de la commission des marchés habilités.
- 7) Le rapport d'évaluation : le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante (DIAMBOUR SA 24 981 485) le 16/10/2014.
- 8) La DRP a fait l'objet de contrat signé le 11/02/2015 et enregistré le 18/02/2015 au niveau du bureau de recouvrement Pikine-Guédiawaye.
- 9) - Dans le contrat l'attributaire s'engage à effectuer les travaux dès la signature.
- 10) Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés.

Au passage de la mission le marché était en cours.

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ ***M5 : marché pour la «Fourniture de support de communication »***

Référence : DRP/N°025/2014/ANPEJ/DG du 21/11/2014/

Titulaire : MEDIA AFRIQUE

Montant : 14 130 000) F CFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM P_ANPEJ_2014_1 transmis à la DCMP.
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.
- 3) Date de la lettre d'invitation : 21/11/2014 /- Date limite de dépôt des offres : 28/11/2014
- 4) La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est matérialisée par le cachet des différents invités pour accusé de réception
- 5) Cinq offres ont été reçues. Elles ont été archivées au niveau de la CPM.
- 6) Les offres ont été ouvertes dans la salle de conférence de l'ANPEJ le 03/12/2014 à 16h 00mn par les membres de la commission des marchés.

- 7) Le rapport d'évaluation propose que le marché soit attribué à l'offre conforme la moins disante (MEDIA AFRIQUE 14 130 000 F CFA). Ce que la CM a suivi lors de sa réunion du le 03/12/2014.
- 8) Le contrat a été approuvé le 03/12/2014 par le Directeur Général et enregistré le 08/12/2014 au niveau du bureau de recouvrement Dakar-Plateau
- 9) Aucun délai n'a été fixé il est noté dans le contrat « livraison dès la signature du contrat
- 10) Un procès verbal N°00026/ANPEJ/DG/SG attestant la réception à été établi le 22/12/2014 à 10h 50mn avec la présence des membres de la commission qui ont signé sans réserve.
- 11) Le paiement afférent à la DRP a été effectué en intégralité par chèque BNDE N°0051019 du 23/12/2014 d'un montant de 14 130 000 F CFA TTC
- 12) La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours ni de litiges
- 13) Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ M6 : marché pour la « Fourniture et l'installation d'un logiciel SAGE 100»

Référence : DRP / F_ANEPEJ_003

Titulaire : ITECH SOLUTIONS

Montant : 28 590 199 F CFA TTC

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM P_ANEPEJ_2014_1 transmis à la DCMP.
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.
- 3) Date de la lettre d'invitation : 25/09/2014.
- 4) Date limite de dépôt des offres : 06/10/2014.
- 5) Nombre d'offres reçues : Deux (2).
- 6) offres ont été ouvertes dans la salle de conférence de l'ANPEJ par les membres de la commission.
- 7) le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante à savoir ITECH SOLUTIONS.
- 8) SENINFOR a proposé une offre moins disante mais n'est pas conforme à l'une des critères technique (Client Web 100%).

Le marché a été annulé car l'offre retenue conforme et moins disante est nettement supérieur au budget alloué au logiciel.

❖ M 7: marché pour la « Fourniture et pose de matériel électroménager »

Référence : DRP N°020/2014/ANPEJ/DG du 03/10/2014/

*Titulaire : BOULEVARD DES SERVICES/
Montant : 10 466 340 francs CFA TTC*

- 1) La DRP ne figure pas dans le PPM F_ANPEJ_2014_1 transmis à la DCMP.
- 2) L'examen des DRP ne révèle pas des pratiques de fractionnement.
- 3) Une lettre d'invitation du 03/10/2014 a été envoyée à cinq candidats pour demandes des offres pour une date limite de dépôt fixée au 10/10/2014 à 10 heures.
- 4) La réception effective de la lettre d'invitation par les candidats présélectionnés est matérialisée par leur cachet apposé comme accusé de réception.
- 5) Cinq (5) offres ont été reçues. Elles ont été ouvertes le vendredi 17/10/2014 à 10 heures dans la salle de conférence de l'ANPEJ par les membres de la commission.
- 6) Un rapport d'évaluation a été élaboré et soumis, le 17/10/2014, à la CM qui en a suivi les conclusions. Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante, celle de BOULEVARD DES SERVICES pour un montant de 10 466 340 F CFA TTC.
- 7) Des Lettre de notification d'attribution provisoire et de rejet ont été adressées aux candidats qui ont accusé réception avec cachet et signature.
- 8) La DRP a-t-elle fait l'objet d'un contrat signé le 25/11/2014 et enregistré le 20/01/2015 au niveau du bureau de recouvrement de Dakar-Plateau
- 9) - Dans le contrat l'attributaire s'engage à livrer les fournitures et effectuer la pose dès la signature
- 10) Pour les travaux de pose et fourniture du matériel électroménager un PV N°000030/ANPEJ/DG/SG attestant de la réception effective à été établi par la commission de réception à la date du 22/12/2014 à 10 heures 10 minutes
- 11) La commission a vérifié tous les produits conformément aux stipulations contractuelles et aucune réserve n'a été formulée
- 12) Les paiements ne sont pas encore effectués.
- 13) Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés.

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ ***M8 : marché pour la « Fourniture de consommables informatiques »***

*Référence : DRP N°015/2014/ANPEJ/DG
titulaire (Nom/adresse complète) : ETABLISSEMENT 2H
Montant du marché : 14 997 836 FCFA TTC*

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM
- 2) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par les lettres d'invitation adressées à Papeterie Gueye et Frères, MONA LISA PAPETERIE, BIP DISTRIBUTION, DISMAT, ETS 2H
- 3) La date de la lettre d'invitation est : 11/09/2014. La date limite de dépôt des offres est le 17/09/2014 à 10 h 00 mn

- 4) La lettre d'invitation a été reçue par les 05 candidats présélectionnés. (accusé de réception sur les 05 lettres transmises) 05 offres reçues archivées,
- 5) Les offres ont été ouvertes en séance publique le 26/09/2014 à 10h20mn. Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante.
- 6) Le délai d'exécution des prestations commence dès la signature du contrat, soit le 26/09/2014
- 7) La procédure de réception est conforme, réception effective des fournitures Date du PV de réception : 13/10/2014
- 8) Les paiements afférents à la DRP ont été effectués par le truchement d'un chèque du Trésor Public N°0188309 de 29 994 220 FCFA TTC du 31/10/2014. Ce montant représente le cumul de deux marchés attribués à la même entreprise : Fourniture de consommables informatiques. Montant : 14 997 836 FCFA TTC et Acquisition de fournitures de bureau. Montant : 14 996 384 FCFA TTC
- 9) Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés.

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ M 9: marché pour l'«acquisition de fournitures de bureau »

Référence : DRP N°014/2014/ANPEJ/DG

titulaire: ETABLISSEMENT 2H

Montant du marché : 14 996 384 FCFA TTC

- 1) La DRP a fait l'objet de publicité spécifique par les lettres d'invitation adressées à Papeterie Gueye et Frères, MONA LISA PAPETERIE, BIP DISTRIBUTION, DISMAT
- 2) La date de la lettre d'invitation est : 11/09/2014 et La date limite de dépôt des offres est le 15/09/2014 à 10 h 00 mn.
- 3) Ouverture des plis le 23/09/2014 à 16 h10mn (05) candidats présélectionnés
- 4) La lettre d'invitation a été reçue par les 05 candidats présélectionnés. (accusé de réception sur les 05 lettres transmises). 05 offres reçues offres sont archivées. Les offres ont été ouvertes en séance publique
- 5) Le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante
- 6) La DRP a fait l'objet d'un contrat. La date du contrat est le : 26/09/2014. Exécution dès la signature du contrat.

- 7) réception effective des fournitures. Date du PV de réception : 24/10/2014 la procédure de réception est conforme
- 8) Les paiements afférents à la DRP ont été effectués par le truchement d'un chèque du Trésor Public N°0188309 de 29 994 220 FCFA TTC du 31/10/2014. Ce montant représente le cumul de deux marchés attribués à la même entreprise :
 - Fourniture de consommables informatiques. Montant : 14 997 836 FCFA TTC.
 - Acquisition de fournitures de bureau. Montant : 14 996 384 FCFA TTC.
- 9) La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

Recommandation :

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

Marchés passés par ententes directes

L'ANPEJ n'a pas passé de marché par entente directe durant l'exercice 2014.

Avenants

L'ANPEJ a pas passé avenants durant l'exercice 2014 dont deux sur budget ANPEJ et présentés dans le tableau ci-dessous. Ils sont conformes à la réglementation et ne font pas plus de 30%.

Objet du marché	Type	Mode de passation	Titulaire	Montant FCFA	Montant total	
Installation d'un réseau de télécommunication	Travaux	Avenant /DRP	Essamay	2 389 500	11 758 700	20%
Fourniture et pose de moquette	Fournitures	Avenant /DRP	Access Immobilier	1 180 000	5 546 000	21%

Les trois autres avenants sont financés par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) comme les marchés initiaux et ne sont pas concernés par le champ de l'audit.

Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)

Aucun fractionnement potentiel n'a été relevé ni sur les marchés ni sur les demandes de cotations.

Recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP

Acquisition de 07 véhicules de service pour la Direction générale : La procédure de passation a fait l'objet de recours de la part de CCBM INDUSTRIE :

- **Pour le lot1 :** La CCBM INDUSTRIE soutient que la garde au sol du véhicule Ssang Yong Rexton proposé dans son offre pour le lot1 est de 247 mm alors que le DAO exige pour cette spécification un minimum de 220 mm. Il conclut ainsi que son offre parfaitement conforme aux exigences du DAO, a été rejeté à tort par l'autorité contractante.

L'autorité contractante invoque la non-fiabilité des informations contenues dans le prospectus fourni par le requérant après des investigations menées par la commission. Elle informe, en effet que le requérant a effacé de son prospectus les informations relatives à la garde au sol arrière du modèle proposé aurait dû être de 206 mm et non 247 mm tel que figurant sur le prospectus fourni. L'ANEPEJ souligne, par ailleurs, un autre élément de non-conformité portant sur le nombre d'airbags en indiquant que le requérant a proposé un nombre d'airbags inférieur aux quatre (4 requis) dans le DAO.

Le CRD constate que le CCBM industrie pour le lot1, propose un véhicule Ssang Yong Rexton avec une garde au sol de 247 mm, confirmée par le prospectus joint à l'offre et que l'évaluation de la garde au sol s'est faite sur un prospectus non fourni par le soumissionnaire ; dit en conséquence que la décision de la commission des marchés n'est pas fondé au regard du critère « garde au sol ».

Constate que le prospectus du véhicule Ssang Yong joint à l'offre ne donne aucune information sur les aspects sécuritaires du modèle de véhicule proposé notamment les airbags ; dit que la décision de la commission des marchés d'écarter l'offre de la CCBM INDUSTRIE est justifié au regard du prospectus joint qui n'a pas permis de confirmer le nombre le nombre d'airbags du modèle proposé par le requérant dans son offre. Ordonne, en conséquence, la continuation de la procédure et la confiscation de la consignation.

- **Pour le lot2 :** La CCBM informe avoir saisi l'autorité contractante par un recours gracieux resté à ce jour sans réponse.

En effet, le requérant estime devoir être l'attributaire du lot2 puisqu'ayant présenté l'offre conforme la moins disante

L'autorité contractante soutient avoir donné suite au recours gracieux de la CCBM AUTOMOBILE et informe que le rejet de l'offre de ce dernier est dû à des non- conformité techniques portant sur la cylindrée et la longueur hors du sol.

Après examen du litige le CRD constate que la réponse au recours gracieux de CCBM AUTOMOBILE, bien que établie et envoyé par l'autorité contractante n'est pas parvenue au requérant, le cachet d'accusé de réception mentionnant le nom d'une autre société.

Dit toutefois, que la non-réception de la réponse au recours gracieux n'a pas empêché le requérant d'exercer son droit de recours et constate que l'offre de CCBM AUTOMOBILE pour le lot2 n'est pas conforme aux spécifications techniques du DAO, relativement à la cylindrée au regard de la

fiche descriptive du modèle proposé contenu dans son offre. De ce fait le CRD déclare que le recours du requérant est mal fondé et ordonne, en conséquent, la continuation de la procédure pour le lot2 et la confiscation de la consignation

Constats relatifs à l'exécution financière

Les paiements ont été effectués suivant les termes des contrats signés avec les prestataires après réception des factures relatives aux prestations, au bordereau de livraison et au PV de réception signée par les différents membres de la commission de réception mise en place. Pour l'acquisition des véhicules la DMTA a été associée à la réception. Les prestataires ont également fourni des garanties de bonne exécution.

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

A la suite de la revue un tableau de synthèse est élaboré ci-dessous pour faire ressorti les principales anomalies et recommandations sur les marchés. Les observations institutionnelles sont relatées dans les parties développées plus haut.

Violations	Articles du CMP	Recommandations
Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés	- Article 78 (décret 2011-1048) - Article 78 (décret 1212-2014) et arrêté n° 107 du 07/01/15	publier les résultats de la DRP sur le site des Marchés publics

9.SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

L'ANPEJ ayant démarré ses activités en 2014, elle ne pouvait faire l'objet de revue en 2014.

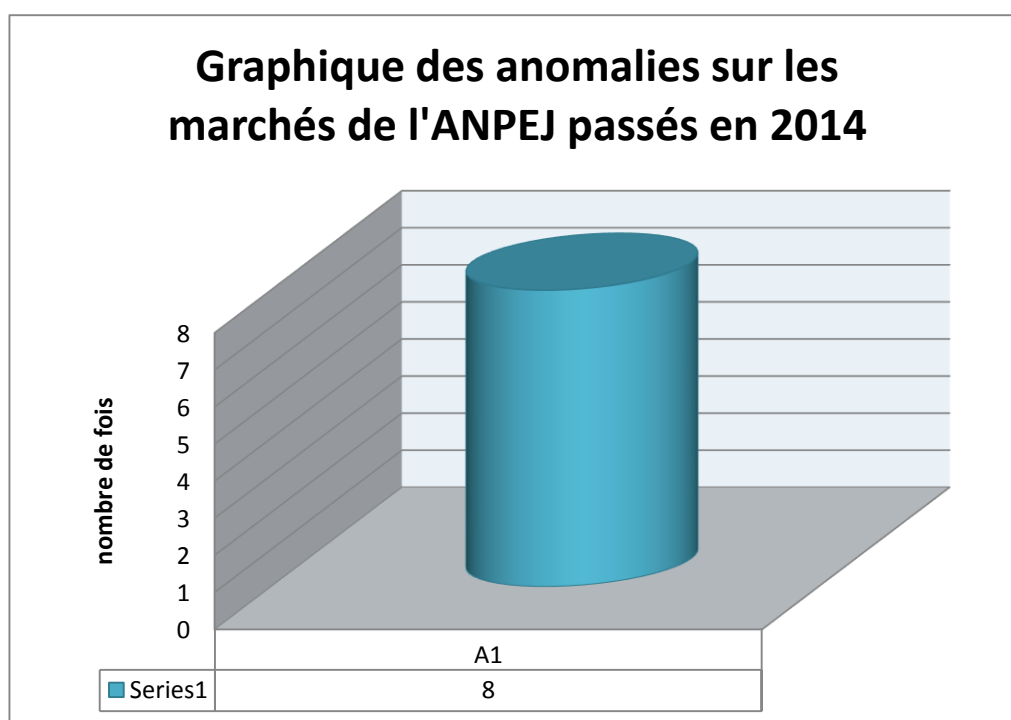
10. Statistiques des anomalies

10. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Les anomalies constatées sur les marchés sont les suivantes :

						DRP				Total
ANOMALIES		M2	M3	M4	M5	M6	M8	M9	M10	
Non publication des résultats de la DRP sur le site des Marchés	A1	1	1	1	1	1	1	1	1	8

Il en découle le graphique ci-dessous.



ANNEXES

11. ANNEXES

11.1. LISTE DES MARCHÉS DE L'ANPEJ EXECUTES DURANT L'EXERCICE 2014

	Objet du marché	Financement	Type de marché	Mode	Titulaire	Montant FCFA
Service ou Direction maître d'œuvre						
1	Acquisition de mobilier de bureau	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	Access American Informatique	10 735 000
2	Installation d'un réseau de télécommunication	Budget d'investissement	Travaux	DRP	Essamay	11 758 700
3	Fourniture et pose de moquette	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	Access Immobilier	5 546 000
4	Fourniture de plateau paniers Ramadan	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	REMA DISTRIBUTION	2 950 000
5	Acquisition de 07 véhicules de service pour la Direction générale	Budget d'investissement	Fournitures	AOO	Lot1 : CFAO MOTORS Sénégal	50 750 000
					Lot2: la sénégalaise de l'automobile	89 400 000
6	Evaluation des offres techniques et financières pour l'acquisition de véhicules de service	Budget d'investissement ANPEJ	Prestations intellectuelles	DRP	El hadji DIAGNE	250 000
7	Acquisition de cartes de visite, cartes professionnelles et plaques signalétiques	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	Entreprise Technique d'impression et de commerce	3 186 000
8	Acquisition de fourniture de bureau	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	Etablissement 2H	14 996 384
9	Aménagement de cloisons en aluminium	Budget d'investissement	Travaux	DRP	ACCESS IMMOBILIER	11 575 565
10	Fourniture et la pose d'enseignes lumineuses et de totem	Budget d'investissement ANPEJ	Travaux	DRP	ACCESS AMERICAN INFORMATIQUE	10 030 000

Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

11	Acquisition de fourniture et pose de rideaux	Budget d'investissement ANPEJ	Travaux	DRP	ATE Sarl	6 481 740
12	Fourniture de supports de communication		Fourniture	DRP	MEDIA AFRIQUE	14 130 500
13	Aménagement des bureaux du siège		Travaux	DRP	NDIAMBOUR S.A	24 981 485
14	Acquisition de matériel informatique		Fourniture	DRP	POLYSERVICES	14 750 000
15	Acquisition de matériels de climatisation, de frigos bar et de fontaines		Fourniture	DRP	BOULEVARD DES SERVICES	10 466 340
16	Acquisition de logiciel SAGE compta, paie		Fourniture	DRP	ITECH SOLUTIONS	28 590 199
17	Consultant pour la réhabilitation des centres d'incubation		PI	DRP	EL HADJI ABDOULAYE SECK	9 040 000
18	Fourniture de consommables informatiques	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	Etablissement 2H	14 997 836
19	Fourniture et pose d'appareils téléviseurs et objets de décoration	Budget d'investissement ANPEJ	Travaux	DRP	SENTRACOM	9 805 800
20	Acquisition de produits d'entretien	Budget de fonctionnement ANPEJ	Fournitures	DRP	SENDIS Surl	1 796 600
21	Installation d'un réseau de télécommunication	Budget d'investissement ANPEJ	Travaux	Avenant /DRP	Essamay	2 389 500
22	Fourniture et pose de moquette	Budget d'investissement ANPEJ	Fournitures	Avenant /DRP	Access Immobilier	1 180 000
						349 787 649

11.2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

Au plan institutionnel :

- Sur le cumul de fonction noté au niveau de la CPM

Cette situation était liée à la mise en place de l'Agence et au fait que le volume des activités ne justifiait pas la nécessité du recrutement d'un spécialiste en passation de marchés et de confier provisoirement le service au responsable juridique qui était apte à assurer les fonctions.

- Sur l'insuffisance d'effectif au niveau de la CPM

L'effectif du service est entrain d'être renforcé avec le renforcement du personnel.

- A propos de l'exiguïté du local de la CPM

De nouveaux bureaux sont aménagés pour la CPM.

- Insuffisance d'équipement de classement et d'archivage.

Des acquisitions sont déjà faites.

- Un manuel de procédures n'est pas encore élaboré.

Le manuel de procédures vient d'être validé par le Conseil de Surveillance.

Au plan de la passation des marchés :

- Sur la non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés publics.

C'était dû au retard accusé pour la formation à la DCMP du Coordonnateur pour le SYGMAP et de la période de démarrage de l'Agence.